



Covid-19 :

PROTÉGER LA POPULATION

RELEVER LES DÉFIS DE LA CRISE

Contribution
du Parti communiste français
31 mars 2020



Introduction

La pandémie de coronavirus place notre pays et l'ensemble de l'humanité face à d'immenses défis.

À commencer par celui de sauver les vies menacées, de protéger toute la population. C'est l'absolue priorité, celle qui doit guider tous les choix. Alors que l'épidémie prend de l'ampleur, chaque heure compte pour agir et faire passer l'humain avant toute autre considération.

Notre vie à toutes et tous a été bouleversée par cette épidémie et par les mesures pour y mettre un terme. Nous voulons avant tout apporter tout notre soutien aux personnes touchées par la maladie et adresser nos condoléances aux familles des victimes.

Face à un virus dangereux, nous sommes légitimement inquiets, pour nous-mêmes et pour nos proches, pour les conséquences pour notre pays. Les personnels de santé et de nombreux services sont particulièrement exposés et consacrent toute leur énergie à la réponse aux besoins immédiats et vitaux de la population.

Nous voulons les remercier pour le courage et l'exemplarité dont ils font preuve d'autant qu'à la date où nous écrivons ces lignes, nous savons que les prochains jours vont être très durs pour ces femmes et hommes. Nous sommes totalement mobilisés pour qu'ils soient mieux protégés et équipés pour remplir leurs missions et que leur apport à la société soit enfin pleinement reconnu.

Des millions de nos concitoyen·ne·s vivent également très durement la situation : des sans-abris qui n'ont pas même un toit pour se protéger aux femmes et aux hommes exposés sur leur lieu de travail. Ainsi que la majorité du pays dont le confinement est une épreuve qui crée un isolement difficile et des conditions de vie dégradées. Pour les plus précaires et les plus fragiles d'entre-nous, ces difficultés sont criantes.

À toutes et tous, nous leur disons que nous sommes à leurs côtés. Chaque fois que nous le pouvons, dans les villes et les villages, partout dans le pays, les militantes et les militants, les élu·e·s communistes répondent présent pour aider quand cela est nécessaire et construire les solidarités qui nous permettront de surmonter ensemble cette crise.

La mobilisation solidaire de toute la population est d'autant plus nécessaire que cette pandémie révèle une crise de civilisation qui vient de loin.

La recherche à tout prix de la rentabilité financière a fragilisé notre service public de santé et notre industrie au point que nos soignant·e·s manquent de tout, que nous sommes plus faibles pour lutter contre l'épidémie. Elle a plongé dans la précarité, la pauvreté et dégradé

la santé de milliards d'être humains aujourd'hui privés de défenses. Et, alors que la crise sanitaire est là, elle continue de guider les choix de nos gouvernants et d'employeurs pour leurs seuls profits. Quoi qu'il en coûte. Nous sommes en colère parce que des millions d'entre-nous sont ainsi contraints à poursuivre l'activité au péril de leur vie.

Totalement engagés dans l'indispensable mobilisation de toutes les forces vives du pays pour mettre un terme au plus vite à cette pandémie, les communistes veulent également alerter sur la crise économique mondiale qui se profile. Pour que des centaines de milliers d'emplois ne soient pas menacés dans notre pays, nous devons refuser que les peuples payent cette nouvelle crise. Refusons de renflouer les grandes banques ou entreprises privées qui l'ont causée et dont l'action aggrave les inégalités et dégrade l'environnement.

Les mesures que nous présentons dans ce texte sont celles avancées ces dernières semaines par le PCF, ses parlementaires, élu·e·s locaux et militant·e·s. Nombre d'entre-elles sont des mesures d'urgence, adaptées au stade actuel de l'épidémie, qui préfigurent de profondes transformations économiques, sociales, écologiques et démocratiques.

À partir de cette première contribution de notre parti, nous lançons un appel.

À tou·te·s les citoyen·ne·s et toutes les forces associatives, syndicales, de gauche et écologistes mobilisés par la gravité de la situation sanitaire et économique et par le besoin d'un nouveau mode de développement qui place l'humain et la planète avant les profits, nous disons : prenons soins les uns des autres et engageons un travail en commun partout dans le pays.

Commençons dès à présent à créer des réseaux de solidarité, à veiller à la protection et au respect des droits fondamentaux de chacun·e, à combattre les inégalités dans cette crise.

Mobilisons-nous pour élaborer et mettre en œuvre les solutions les plus efficaces pour mettre un terme à cette épidémie.

Échangeons sur le changement que nous voulons, sur la France que nous voulons, sur la société dans laquelle nous voulons vivre. Et commençons dès maintenant, toutes et tous ensemble, à la faire vivre.

1

RÉPONDRE À L'URGENCE SANITAIRE *pour protéger la population*

La santé d'abord

- × La mobilisation de toutes les filières industrielles du pays pouvant contribuer à la production des équipements de protection sanitaire et matériels
- × Information hebdomadaire sur la production et l'acheminement des masques et sur les besoins
- × Nationalisation d'entreprises stratégiques
- × Campagne systématique de dépistage
- × Mobilisation totale des cliniques privées et du service national des armées
- × Augmentation jusqu'à 20 % des salaires et traitements des personnels de santé et des travailleurs des secteurs essentiels
- × Annulation de la dette des hôpitaux et +5 % de l'ONDAM (hors dépenses sanitaires en cours)
- × Un plan d'embauche massif pour l'hôpital et les EHPAD
- × La mise en chantier d'une loi de santé publique

Dans les semaines qui viennent, tout doit être fait pour que nos concitoyen·ne·s ne perdent pas la vie, pour que des familles ne soient pas endeuillées, pour protéger nos soignant·e·s et leur donner les moyens d'agir.

La pénurie de masques, de blouses, de gants, de gel hydroalcoolique, de bouteilles d'oxygène, de respirateurs en réanimation, de tests de dépistage, de médicaments met en danger la vie de nos concitoyen·ne·s et des soignant·e·s et pénalise considérablement notre capacité à lutter efficacement contre l'épidémie. Nos capacités industrielles sont très insuffisamment sollicitées. Et les moyens financiers manquent pour faire face à la crise.

Nous exigeons du gouvernement la protection sanitaire et la reconnaissance de l'apport à la nation de tous les travailleurs des secteurs essentiels à la réponse aux besoins immédiats et vitaux du pays, à commencer par les personnels de santé, les agents de l'État et des collectivités territoriales mobilisés mais également de secteurs stratégiques comme l'énergie et l'alimentation. Ces travailleurs doivent être associés à toutes les décisions stratégiques pour la gestion de la crise dans leur secteur d'activité. La précarité que la majorité d'entre-eux vit depuis de trop nombreuses années, le caractère d'intérêt général de leurs missions, le risque auquel ils sont exposés dans la crise doivent conduire à une augmentation immédiate pouvant atteindre jusqu'à 20 % de leurs traitements ou salaires.

Toutes les filières industrielles du pays pouvant contribuer à la production de masques et de tout le matériel médical indispensable doivent être mobilisées. Des nationalisations ou des prises de participation peuvent s'avérer nécessaires pour remobiliser ou mobiliser les outils utiles à répondre aux besoins du moment. Il ne peut s'agir ici de nationaliser les pertes pour renflouer des actionnaires. Ces nationalisations doivent permettre la définition de nouveaux critères de gestion avec les travailleurs et les citoyens. Les situations qui le nécessitent, comme celle de l'entreprise Luxfer, doivent être étudiées rapidement.

Au regard des conséquences gravissimes de la pénurie actuelle, nous exigeons par ailleurs une information hebdomadaire du gouvernement sur l'état de la production et de l'acheminement des matériels. Nous demandons en outre **l'organisation d'une campagne de dépistage systématique du coronavirus** conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé. Les récentes déclarations du gouvernement apportent des précisions sur la production et affichent la volonté d'organiser une campagne de dépistage systématique à la sortie de la période de confinement. Cependant, le flou persiste sur les délais de livraison du matériel médical et des tests, comme sur le volume de production et les dispositions prises pour garantir la réponse aux besoins.

Parallèlement, la santé doit être déclarée grande cause nationale pour la décennie à venir.

Nous demandons **l'annulation de la dette des hôpitaux et le vote d'un Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) rectificatif, en augmentation de 5 % immédiatement** (hors dépenses sanitaires en cours). Alors que le Président de la République vient d'annoncer travailler à « un plan massif d'investissement et de revalorisation de l'ensemble des carrières pour l'hôpital », nous pensons indispensable **la mise en chantier immédiate, avec les personnels, d'une loi de santé publique qui soit une loi de programmation sanitaire et budgétaire pluriannuelle sur dix ans** afin de remettre à flot le système de santé dans sept domaines : le financement de la santé et de l'hôpital public ; le renforcement du secteur public hospitalier ; l'amélioration de l'accès aux soins et la lutte contre les déserts médicaux ; le renforcement des Ehpad pour répondre au défi de la perte d'autonomie ; l'organisation d'une politique publique du médicament et des dispositifs médicaux ; l'instauration d'une véritable démocratie sanitaire ; la reconstruction d'une psychiatrie humaine. Nous versons dès à présent au débat la « proposition de loi portant mesures d'urgence pour la santé et les hôpitaux » déposée par les député·e-s, sénatrices, et sénateurs communistes. **Le renforcement de l'hôpital public et des Ehpad peut être engagé dès cette année par un plan d'embauche massif.**

Et au regard de la saturation en cette fin mars des capacités hospitalières dans de nom-

breux territoires, **les cliniques privées et le service de santé des armées doivent être pleinement mobilisés** pour la prise en charge tous les patients qui le nécessitent.

Pour les jours d'après, cette crise sanitaire montre la nécessité d'un plan de reconquête industriel national et de coopération internationale. La France pourra ainsi garantir et sécuriser l'approvisionnement des biens nécessaires à nos besoins vitaux par des filières publiques. C'est un enjeu de maîtrise publique et de souveraineté. Les principales entreprises devront être nationalisées et placées sous contrôle démocratique. Dans le domaine sanitaire, c'est notamment indispensable dans les secteurs pharmaceutique et du matériel médical. **Cette reconquête industrielle, parce qu'elle relocalise les activités, est un impératif écologique.** Les industries créées doivent être respectueuses de l'environnement et de la préservation des ressources naturelles afin de satisfaire les besoins essentiels des populations. Toutes les innovations technologiques qui permettent de réduire les pollutions et le prélèvement de ressources naturelles doivent être encouragées. L'essor des industries et de la recherche écologique est un élément constitutif d'une croissance renouvelée au travers des secteurs du bâtiment, de l'énergie, des matériaux, de l'agroalimentaire.

Cette crise nous appelle également à créer une Sécurité sociale du XXI^e siècle, avec un remboursement intégral des soins, un service public de santé renforcé, une gestion par les travailleurs eux-mêmes afin de permettre à chacune et chacun d'être soigné·e et à notre pays de disposer de capacités excédentaires, que ce soit en matière de matériels, de personnels ou de lits dans les hôpitaux, à rebours des dogmes de la rentabilisation maximale du capital investi et du zéro-lit inoccupé.

2

PROTÉGER TOUS LES TRAVAILLEURS et sécuriser l'emploi

Protéger les salarié·e·s

- × Arrêt des activités économiques non essentielles
- × Chômage partiel financé à 100 % de la rémunération
- × Interdiction de tous les licenciements et du versement de dividendes
- × Pour les entreprises en difficulté : report des échéances de crédit, gel des loyers, aide directe exceptionnelle sous condition
- × Maintien des droits des chômeurs et continuité des allocations
- × Abrogation immédiate des mesures dérogatoires au droit du travail (temps de travail, congés, RTT)
- × L'abrogation des réformes des retraites et de l'assurance chômage et la mise en place d'un système de sécurité emploi formation

Contraindre les travailleurs des secteurs non indispensables à la réponse aux besoins immédiats et vitaux du moment met en danger leurs vies et celles de l'ensemble de la population car cela accélère le développement de l'épidémie. **Nous réclamons l'arrêt de toutes les activités économiques non essentielles à la lutte contre le virus et à la réponse aux besoins vitaux du pays.**

Cet arrêt de l'activité doit s'accompagner d'**une interdiction de tous les licenciements**. Les décisions du gouvernement espagnol constituent une avancée en ce sens. Nous proposons d'**imposer aux grandes entreprises de renoncer à verser des dividendes en prévoyant une taxation réellement dissuasive**. Pour écarter la menace du chômage qui pèse sur les travailleurs et ne pas mettre en danger la situation financière des TPE et PME, nous proposons la création d'un fonds d'urgence sanitaire et de sécurisation (voir

chapitre 4) pour financer **une indemnisation du chômage partiel à 100 % de la rémunération des salarié·e·s ou indépendant·e·s**. Pour les entreprises dont la situation financière est fragilisée, un report des échéances de crédit et un gel des loyers doivent être mis en place. Et pour les plus en difficulté, une aide directe exceptionnelle doit être versée sous condition de maintien de l'emploi et des salaires. **Les droits des chômeurs et la continuité du versement des allocations**, avec le gel du décompte des jours à compter du 12 mars, doivent être garantis et les radiations suspendues.

La remise en cause des droits des travailleurs par la loi d'urgence sanitaire est inacceptable et indéfendable. Nous demandons l'abrogation immédiate des mesures prévoyant la possibilité pour l'employeur d'augmenter la durée de travail jusqu'à 60 heures hebdomadaires, de décider des périodes de congés payés ou de la prise de jours de RTT.

Pour les jours d'après, c'est à une sécurisation de l'emploi et de la formation et de tous les moments de la vie qu'appelle plus encore la situation. Dans cet objectif, les réformes de l'Assurance chômage et des retraites doivent être définitivement abandonnées. Face au risque de nouvelles crises sanitaires, économiques, écologiques et à leurs conséquences sur l'emploi et parce que le chômage est un immense gâchis, chaque travailleur devrait avoir droit à une telle sécurité. Chacune et à chacun devrait pouvoir alterner des périodes d'emploi et des périodes de formation rémunérées et reconnues en matière de qualifications acquises, sans jamais passer par la case « chômage », ni connaître de baisse de revenus. En ce sens, un nouveau service public de l'emploi et de la formation pourrait prendre en charge les missions aujourd'hui exercées par l'Unedic, Pôle emploi, l'Afpa et tous les acteurs de la formation continue.

Dans cette crise, se sont plus encore dévoilés les dangers que le capitalisme fait courir à l'humanité.

3

LES CONFINÉ·E·S EXIGENT *l'égalité !*

L'égalité

- × Blocage des prix de l'eau, gaz, électricité, télécommunications et assurances
- × Suppression de la TVA sur les produits de 1^{re} nécessité
- × Gratuité des transports
- × Gel des loyers et du remboursement des prêts sous condition de ressources
- × Versement d'une allocation exceptionnelle pour les foyers les plus en difficulté
- × Réquisition des chambres d'hôtel et des meublés touristiques pour les sans abris, familles vivant en logement insalubre, femmes et enfants victimes de violences, réfugiés
- × Revalorisation des subventions aux associations
- × Réaménagement des épreuves du baccalauréat et suspension de Parcours Sup
- × Une subvention exceptionnelle à la presse écrite régionale et nationale
- × Fonds de soutien à la culture
- × Intermittents : baisse du quota d'heures minimum et gel du calcul pour la période d'annulation des spectacles

La crise sanitaire révèle les profondes inégalités de notre société et les aggrave pour des millions de nos concitoyen·ne·s, des précaires et des plus pauvres, en premier lieu des sans-abri ou des personnes dont l'habitat est insalubre, des personnes en mauvaise santé ou handicapées, des victimes de violences intrafamiliales ou encore des réfugié·e·s.

Certes l'épidémie contribue d'une certaine façon à rassembler notre société : toute personne, quelle que soit sa classe sociale, peut être infectée et les catégories aisées, habituées à une sécurité, se retrouvent en proie à une inquiétude que vivent au quotidien les catégories populaires. Cependant les inégalités restent fortes : le confinement d'une famille populaire nombreuse dans un logement en étage n'a rien à voir avec celui d'une famille aisée dans une grande maison avec de larges espaces extérieurs privés.

À la dureté du confinement, s'ajoute pour de nombreux concitoyen·ne·s une aggravation importante de leurs difficultés financières. Plus grave encore, les personnes sans hébergement sont extrêmement exposées car elles n'ont pas la possibilité de se confiner et ont un accès dégradé aux produits d'hygiène pour se protéger du virus. Les femmes et les enfants victimes de violences sont également en danger. Dans cette situation, le Défenseur des droits doit être auditionné régulièrement à l'Assemblée nationale afin de s'assurer du respect des droits fondamentaux durant l'état d'urgence sanitaire.

Nous proposons de **mettre en place d'un dispositif exceptionnel de soutien au pouvoir d'achat pendant toute la période du confinement**. Pour tous les résidents sur le territoire, nous proposons le blocage des prix de l'eau, du gaz, de l'électricité, des tarifs des télécommunications, des assurances ; la suppression de la TVA pour les produits de première nécessité ; l'accès gratuit au système de santé et aux transports en commun. Sous conditions de ressources, doit pouvoir être proposé un gel des loyers et du remboursement des emprunts bancaires. Enfin, pour les personnes les plus en difficulté, nous proposons le versement d'une allocation exceptionnelle.

Nous demandons la réquisition des chambres d'hôtel et meublés touristiques pour l'hébergement d'urgence dans des conditions sanitaires adaptées pour les sans domicile fixe, les personnes dont l'habitat est insalubre ou résidant en hébergement collectif, les victimes de violences intrafamiliales et les réfugié·e·s. Les centres de rétention administrative doivent être fermés au profit de l'ouverture des places ainsi réquisitionnées et tou·te·s les réfugié·e·s doivent être régularisé·e·s.

Le secteur associatif, dont l'action est essentielle pour la réduction des inégalités, doit bénéficier d'une revalorisation immédiate des subventions qui lui sont attribuées.

D'autres inégalités sont particulièrement fortes dans cette période de confinement. C'est le cas de la participation à la vie culturelle et à l'information, mais également de la possibilité d'assurer une continuité pédagogique dans l'éducation des enfants. Cette période doit voir se développer des mesures de lutte contre inégalités d'accès aux œuvres, aux savoirs ou d'accès aux outils numériques pour la formation à distance.

Nous proposons de garantir l'égalité de traitement des élèves en réservant exclusivement la période de confinement aux révisions et à la consolidation des acquis et en reportant toute évaluation. Les épreuves finales du baccalauréat doivent être maintenues, si les conditions sanitaires sont réunies, et être aménagées pour permettre à toutes et tous de réussir en n'ayant traité qu'une partie du programme. Nous proposons également la suspension de la campagne « Parcoursup ».

Garantir au mieux l'accès à l'information pluraliste, dans cette période intense marquée par le confinement est un enjeu crucial. Nous demandons l'octroi d'**une subvention exceptionnelle à la presse écrite régionale et nationale** fortement impactée, alors que

beaucoup de titres se trouvaient dans une situation déjà difficile. Cette subvention pourrait comprendre des bonifications en fonction de mesures de gratuité exceptionnelles permettant aux citoyennes et citoyens non seulement de s'informer, mais aussi de renforcer un lien indispensable avec la presse.

L'audiovisuel public pourrait également s'attacher à la diffusion de programmes scolaires et de contenus pédagogiques, mais aussi à développer une proposition culturelle plus intense pour toutes les générations, à l'antenne comme sur internet.

En temps de crise également, la culture demeure une respiration vitale, comme le montre le foisonnement créatif qui surgit malgré les contraintes. Mais cette crise est violente pour le monde de la culture. Nous demandons **la création d'un fonds de soutien au secteur culturel, en lien avec les collectivités locales, d'un fonds d'indemnisation des salarié·e·s du secteur culturel** dont les situations ne seront pas couvertes par les mesures prises. Les collectivités et structures conventionnées doivent maintenir le paiement des contrats passés avec les acteurs culturels empêchés de se produire, pour leur permettre de préparer l'avenir en s'appuyant sur le travail de création engagé. **Pour les intermittent·e·s, il convient de baisser le quota d'heures nécessaires à toucher les indemnités et de geler la période s'étalant des premières annulations de spectacles jusqu'à la reprise totale des activités culturelles.**

Pour les jours d'après, cette crise montre l'urgence de la lutte contre l'exclusion, du combat pour l'éradication de la pauvreté et de la précarité. C'est essentiel pour le respect des droits fondamentaux de chaque être humain et parce qu'en matière sanitaire comme plus généralement, la réduction des inégalités profite à toute la société. **Cette crise montre également l'importance du développement de services publics.** La création, l'enseignement, la recherche, l'information, la communication, les loisirs, le sport, la santé... nous disent clairement la nécessaire avancée vers un monde où l'humain sera la richesse décisive.

4

UN FONDS D'URGENCE SANITAIRE et de sécurisation



Mobiliser l'argent pour répondre à l'urgence sanitaire et économique

- × Création d'un fonds d'urgence sanitaire et de sécurisation de 50 milliards d'euros abondé par :
 - ◆ des prêts de la Caisse des dépôts et de la BCE
 - ◆ le rétablissement de l'ISF et l'abrogation de la flat tax
 - ◆ une modulation de l'impôt sur les bénéficiaires des entreprises
 - ◆ une taxe sur les GAFAM et NATU
- × Création d'un fonds européen, écologique, social et solidaire pour financer les services publics, notamment les hôpitaux et un pôle public européen du médicament

La situation tragique que nous vivons est la conséquence de décisions politiques successives qui, depuis le milieu des années 80, réforme après réforme, plan d'économies après plan d'économies, ont fracturé puis affaibli et fini par mettre à genoux les services publics, dont celui de l'hôpital.

Au service du profit capitaliste et au nom de l'équilibre des comptes publics, puis des traités européens, puis de la dette envers les générations futures, puis de l'adaptation à la mondialisation et à ses effets... toutes les décisions politiques des gouvernements libéraux ont construit la réduction de la dépense publique et sociale utile à la société pour servir un type de dépense publique tourné vers la baisse des prélèvements publics et sociaux sur les entreprises, tout particulièrement les grands groupes. Cette politique s'est tout particulièrement illustrée dans la politique publique de baisse du prétendu coût du travail.

Pour répondre à l'urgence sanitaire, sécuriser l'emploi et satisfaire à l'exigence d'égalité, soutenir les associations et les collectivités territoriales pleinement mobilisées sur tous ces enjeux, **nous proposons un fonds d'urgence sanitaire et de sécurisation de 50 milliards d'euros**, alimenté par un programme de prêts à taux négatifs de la Caisse des dépôts et de la BCE ainsi qu'une taxation des assurances, le rétablissement de l'impôt sur la fortune et l'abrogation du plafonnement à 30 % de l'impôt sur les revenus financiers (flat tax), une augmentation de l'impôt sur les bénéfices des entreprises qui taillent dans l'emploi et les salaires pour servir les actionnaires, une taxation des Gafam et Natu, proportionnelle à l'augmentation de leur activité. En outre, tous les dispositifs visant à baisser les dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales (contractualisation notamment) doivent être levés et les charges de la dette annulées et financées par les banques privées et la Caisse des dépôts sous condition de développer l'emploi et les investissements efficaces.

Pour les jours d'après, c'est une nouvelle utilisation de l'argent que préfigurerait la création d'un tel fonds. Alors que la BCE a annoncé qu'elle injecterait 1 000 milliards d'euros supplémentaires en rachats de titres de dettes publiques et privées sur les marchés, octroyés sans critères, cette manne financière ne servira, comme en 2007-2010, qu'à alimenter la spéculation des marchés financiers. La création monétaire de la BCE doit alimenter un Fonds européen écologique, social et solidaire de financement des services publics en Europe qui pourrait être une source de financement des dépenses actuelles des hôpitaux européens et d'un pôle public européen du médicament.

5

DE NOUVELLES INSTANCES DÉMOCRATIQUES *pour aujourd'hui et demain*

Renforcer la démocratie

- × Installation d'un comité d'urgence nationale réunissant le gouvernement, le comité scientifique, les syndicats, les partis et les associations d'élus
- × Session parlementaire continue sous forme d'un comité permanent
- × Sortie de l'état d'urgence à l'issue des deux mois
- × De nouveaux pouvoirs des travailleurs

Face à la crise sanitaire, les pleins pouvoirs demeurent injustifiables. L'incapacité actuelle du gouvernement à agir efficacement démontre plus encore le besoin de démocratie pour permettre à la société de faire face.

En outre, les atteintes aux libertés pour freiner l'épidémie, à commencer par la restriction forte d'aller et de venir avec le confinement, doivent rester des mesures d'exception très encadrées et limitées dans le temps. D'ores et déjà, certaines mesures sont totalement disproportionnées comme les peines encourues, pouvant aller jusqu'à six mois de prison, pour violation répétée du confinement ou l'utilisation de drones de surveillance à Paris. Des abus dans les contrôles du respect du confinement par les forces de l'ordre sont constatés dans certains quartiers. D'autres mesures, à l'étude en France mais déjà appliquées dans d'autres pays, comme le traçage numérique des personnes infectées sont inacceptables. Alors que le message des soignants joue un rôle essentiel dans le respect des mesures de prévention, nous proposons qu'une grande campagne de communication

le valorise. En outre, les ordonnances permettant des entretiens ou des auditions « immatérielles » doivent être abrogées car elles ne respectent pas les droits élémentaires de la défense.

La gravité de la situation et l'ampleur des enjeux appellent **l'installation d'un Comité d'urgence nationale**, réunissant le gouvernement, le comité scientifique, les représentants politiques du Parlement, les organisations syndicales représentatives et les associations d'élus locaux. A tous les niveaux, des communes aux régions, des initiatives décisives sont prises par les collectivités pour répondre à la crise sanitaire et économique. Les collectivités doivent être davantage associées à l'élaboration des décisions.

Parallèlement, **nous demandons que le Parlement siège en permanence durant toute la crise, sous la forme d'un comité permanent en charge de contrôler la gestion de la crise comme l'action du gouvernement**, et composé de représentants des groupes à proportion de leur représentation dans les hémicycles. Ce comité doit pouvoir s'appuyer sur des instances démocratiques dans les entreprises et les territoires pour la mise en œuvre et le suivi des mesures.

En tout état de cause, nous exigeons **la sortie de l'état d'urgence** au terme des deux mois votés dans la loi et la reprise d'une gestion transparente sous contrôle du Parlement.

Pour les jours d'après, ce sont de nouveaux pouvoirs des travailleurs que préfigure la gestion démocratique de la crise que nous proposons. Cela sera indispensable pour préparer et assurer une relance sociale, écologique et démocratique. Ce n'est pas aux forces de l'argent de dicter leurs conditions. Nous appelons les citoyennes et les citoyens de notre pays à s'emparer de ces enjeux pour construire le monde d'après ensemble.

6

UNE SOLIDARITÉ ET DES COOPÉRATIONS *européennes et internationales*

Accroître la solidarité et la coopération

EN EUROPE :

- × Une mutualisation des moyens, notamment en matière de production de matériels sanitaires
- × Abandon du pacte budgétaire et mise en débat d'un nouveau pacte social et démocratique entre les peuples

À L'INTERNATIONAL :

- × Augmentation des moyens politiques et financiers de l'OMS
- × La fin des blocus et des sanctions financières, le cessez-le-feu dans toutes les régions du monde
- × Acceptation de l'aide sanitaire de Cuba
- × Renforcement des solidarités et coopération sanitaires de la France
- × De nouvelles institutions politiques et monétaires internationales pour un monde de partage et de coopérations

La pandémie exige une grande solidarité et une totale coopération entre les peuples et les nations.

Elle requiert **une mutualisation des moyens, notamment en matière de production de matériels sanitaires**. Or, depuis le début de la crise, les états et la Commission européenne s'y refusent. Ainsi, la crise sanitaire, économique et sociale que précipite la pandémie de coronavirus met à nu la totale faillite de la construction capitaliste de l'Union européenne et, au-delà, la nocivité d'une domination capitaliste, et particulièrement financière, des relations et échanges mondiaux.

Les 27 pays de l'Union européenne ont la capacité de réunir des industriels, des ouvriers et des ingénieurs, des outils de production pour faire face aux besoins criants de tous les hôpitaux. Nous disposons des forces suffisantes pour produire en urgence des respirateurs, des masques, des médicaments. Encore faut-il rompre avec le dogme de la concurrence, l'austérité budgétaire et l'intervention de la BCE sous domination du capital financier pour organiser cette mobilisation et réorienter la création monétaire pour s'en donner les moyens.

Pour les jours d'après, le pacte budgétaire européen doit être abandonné. Les différentes applications de la règle d'or dans les différentes constitutions nationales, lois organiques et lois de financement de la protection sociale doivent être supprimées. **Nous proposons de mettre en débat un nouveau pacte social et démocratique entre peuples et nations d'Europe qui amorcerait la construction d'une Union des peuples et des nations souverain·e·s et associé·e·s.**

Au plan mondial, alors que tous les peuples affrontent la pandémie dans des conditions inégales, **il est urgent d'exiger la fin de tous les blocus, de toutes les sanctions financières, et le cessez le feu dans toutes les régions du globe confrontées à la guerre et d'engager des coopérations** comme celles impulsées par des états comme la Chine ou Cuba. **Des moyens politiques et financiers doivent être donnés à l'OMS,** dont l'action a notamment été déterminante dans l'éradication de la variole, pour qu'elle joue pleinement son rôle d'appui aux états contre le Covid-19.

La France doit accueillir favorablement l'aide offerte par d'autres états, comme celle que lui propose Cuba. Et elle a, elle aussi, un devoir de solidarité et de coopération. Sixième puissance mondiale et membre du conseil de sécurité de l'Onu, notre pays doit engager des coopérations sanitaires et médicales avec les pays qui manquent de tout aujourd'hui pour faire face à l'épidémie, notamment en Afrique.

Pour les jours d'après, cette crise montre que la santé doit être un bien commun universel. Quand les états sont disloqués et que les peuples sont appauvris au point de n'avoir plus accès à des services de santé, de nombreuses vies humaines sont détruites et la pandémie s'amplifie sur toute la planète. **La crise actuelle appelle donc à assurer les droits fondamentaux sociaux et démocratiques et des revenus stables aux travailleurs du monde entier. Cela implique de dépasser la mondialisation capitaliste par de nouvelles institutions politique et monétaire internationales pour un monde de partage et de coopérations.**



Au fond, c'est à un défi de civilisation que nous confronte le séisme qui secoue la planète.

S'inscrire dans la continuité des choix qui s'imposent à nous depuis des décennies, ce serait inmanquablement nous laisser happer par la spirale de catastrophes sanitaires de plus en plus violentes, de régressions sociales creusant sans fin les inégalités, de crises systémiques d'un capitalisme incapable d'ouvrir aux êtres humains un horizon d'espoir, de destructions écologiques et de désastres climatiques posant à l'humanité la question de son devenir, d'étouffement de la démocratie sous le poids des tyrannies marchandes et financières, de menaces de guerres se déployant sur fond de montée des nationalismes agressifs et des extrêmes droites.

L'heure est venue de tourner radicalement la page d'un néolibéralisme dont la nocivité se révèle chaque jour davantage ; d'en finir avec les politiques d'austérité et les diktats de la concurrence sans bornes ; de prendre le pouvoir sur la finance pour réorienter la production et l'utilisation de l'argent dans le sens de la satisfaction des besoins de la population et de la défense des grands équilibres écologiques ; de redéfinir à cette fin les missions d'une puissance publique s'appuyant sur la mobilisation de la société, afin de défendre et étendre les services publics, de prendre le contrôle des secteurs clés de l'économie, de lutter pour la relocalisation de l'économie dans des coopérations mutuellement avantageuses avec tous, de répondre aux besoins immédiats et vitaux ; de faire naître une démocratie permettant à la majorité populaire de décider de son destin et de reconquérir sa souveraineté ; de rompre avec les logiques austéritaires et de refonder la construction européenne sur la base de la coopération solidaire des peuples et des nations.

C'est à une révolution de notre modèle de développement, socialement utile et écologiquement soutenable, que nous appelons à construire collectivement, en mobilisant toutes les ressources du pays et toutes les énergies de ses salarié·e·s comme de ses citoyen·ne·s. Pour placer l'humain et la planète au cœur de tous les choix.

